

Tous ensemble pour l'emploi et le devenir de l'industrie aéronautique en Midi-Pyrénées



Les mesures annoncées et à venir par la direction d'Airbus sont inacceptables, elles sont dangereuses économiquement et pour l'emploi, pour le devenir de l'industrie aéronautique régionale, nationale et européenne.

Ce plan de réduction des coûts, se traduira par des suppressions d'emplois comme vient de le confirmer le nouveau PDG d'Airbus. Après le gel des embauches, plus de 1 000 intérimaires dont 550 à Toulouse seront remerciés, les CDD (contrat à durée déterminée) ne seront pas reconduits, des mesures d'âges sont envisagées.

Son impact sur l'économie régionale sera considérable, les exigences d'Airbus ont imposé aux entreprises sous traitantes et par conséquent aux salarié(e)s des conditions draconiennes autour du projet d'A380. Ils sont aujourd'hui les premiers visés avec l'ensemble des salarié(e)s de ce secteur.

LA CGT comprend l'inquiétude et les interrogations des salariés, de la jeunesse et des populations de notre région, elle s'engage avec eux et se rend disponible pour toutes initiatives unitaires :

- afin de s'opposer à ce plan qui ne fera qu'aggraver la situation actuelle.
- afin de réorienter les financements vers la recherche/développement, l'outil industriel et le social.
- afin d'utiliser les atouts de notre Région pour répondre aux besoins sociaux et industriels.

C'est urgent, c'est nécessaire et possible au regard :

- **des besoins immenses** dans cette industrie avec plus de 17 000 avions à produire pour les compagnies aériennes d'ici 2023, avec 430 avions à livrer pour AIRBUS en 2006, 2 100 avions en commande et plus de 5 années de plan de charges.
- **des moyens financiers importants** que dégage le groupe EADS, avec déjà pour le premier semestre 2006 plus de 1 milliard d'euros de bénéfices et une trésorerie de 9,5 milliards d'euros.

Ce n'est donc pas de moins d'emplois mais bien au contraire de plans d'embauches massifs et de formation qui doivent être à l'ordre du jour.

En réalité les retards pris sur l'A380 sont l'alibi pour une vaste restructuration de l'industrie aéronautique au plan européen avec pour objectifs :

- de mettre en œuvre un nouveau plan d'économie de structure,
- de réduire l'effet parité euro/dollar en fabriquant dans la zone dollar et en incitant au regroupement des sous traitants,
- de réorganiser la chaîne industrielle sur l'ensemble des programmes Airbus, ce qui amènera une mise en concurrence des sites et des salariés à l'échelle européenne.

Les 56 000 salarié(e)s de Midi Pyrénées qui travaillent pour l'aéronautique ne sont pas responsables de cette situation; depuis des années ils sont confrontés à des salaires insuffisants (entre 1000 et 1600 euros net suivant les catégories, selon une étude récente de la CGT), des horaires atypiques, des heures supplémentaires, des conditions de travail et de vie dégradées, des embauches au minima.

Ce sont bien les actionnaires avec leurs exigences de rentabilité immédiate (de 10 à 15 %) qui sont à l'origine des difficultés actuelles et à venir dans cette industrie comme dans tous les autres secteurs industriels de notre région, (Bosh Rodez, Freescale Toulouse) de notre pays et dans le domaine énergétique, à l'image de ce qui se passe actuellement avec la privatisation de GDF.

Ce sont bien les entreprises, qui ont bénéficié pendant des années de fonds publics et d'exonérations de "charges sociales", qui veulent faire supporter aujourd'hui, une fois de plus aux salarié(e)s, les conséquences de leurs choix financiers.

Ce sont bien les gouvernements des différents pays européens qui se sont désengagés des entreprises nationales de l'aéronautique, pourtant à l'origine du succès d'Airbus, qui les ont privatisées laissant ainsi le libre champ à la finance.

Aussi la CGT considère que les États fondateurs doivent redevenir aujourd'hui les actionnaires de référence.

Les salarié(e)s et leurs représentants, les populations, doivent être maintenant entendus de la direction d'Airbus, des pouvoirs publics, des élus locaux, du gouvernement ; c'est pourquoi la CGT avance des propositions et demande qu'avant toutes décisions un débat national et régional s'engage sur le devenir de l'industrie aéronautique et sur l'emploi.

C'est l'avenir de Midi Pyrénées qui est en jeu

Plus de 5600 salarié(e)s travaillent pour l'industrie aéronautique en Midi-Pyrénées

L'emploi dépendant de la construction aéronautique sur la région
(Source INSEE Midi-Pyrénées)

Constructeurs	13960
Organisme associés	2990
Emplois dédiés dans les établissements liés	10630
Total des emplois directs	27580
Enseignements recherche et autres activités aérospatiales	3440
Autres emplois induits	25010
Total des emplois induits	28450
Total	56030

C'est aussi...

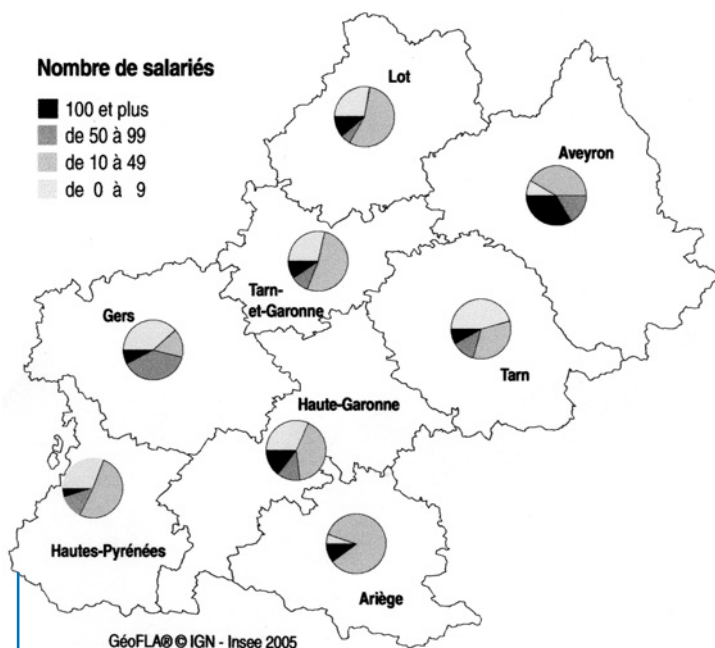
...7053 intérimaires (ETP) (+18% en 1 an)

...5874 salariés qui partiront à la retraite d'ici 2010

...9716 demandeurs d'emploi



Les entreprises de sous-traitance...



(Source INSEE Midi-Pyrénées et Aquitaine
Enquête sous-traitance aéronautique et espace 2005)

Etablissements liés à la construction aéronautique et spatiale	Nombre d'établissements	Effectif salarié au 31/12/04
Ariège	19	1400
Aveyron	12	1200
Haute-Garonne	412	24700
dont l'agglomération de Toulouse	371	22800
dont Toulouse	154	8800
Gers	13	800
Lot	18	900
Hautes-Pyrénées	39	1700
Tarn	24	800
Tarn-et-Garonne	21	700
Midi-Pyrénées	558	32200

Forte concentration des établissements sur l'agglomération toulousaine

(Source INSEE Midi-Pyrénées et Aquitaine
Enquête sous-traitance aéronautique et espace 2005)

Le vécu des salarié(e)s de l'aéronautique sur notre région

Des salaires en contradiction avec l'image de "capitale européenne de l'aéronautique et de l'espace" que véhicule Toulouse et la région Midi-Pyrénées

Les minima garantis conventionnels, qui concernent notamment les PME et la sous-traitance, varient de 1 236,17 euros (en dessous du SMIC actuel) pour le plus bas coefficient à 1 578,17 euros pour un technicien supérieur avec plusieurs années d'ancienneté

Les salaires d'embauches varient, selon notre enquête CGT, du SMIC à 2 182 euros brut pour un technicien supérieur au coefficient 285 (moyenne régionale de 1 768 euros dans notre enquête).

Des salaires nets allant de moins de 1 000 euros à 1 600 euros.

LATECOERE

La direction a déjà annoncé qu'elle gèlerait les embauches, 280 intérimaires et 140 CDD sont concernés

Pour la CGT les personnels ne veulent plus payer les conséquences et les salaires d'embauches ont tous été revus à la baisse.

A AIRBUS Toulouse par exemple

- Les salaires bruts varient de 1 410 euros pour un ouvrier professionnel à 1 669 euros pour un technicien supérieur ;

- Le salaire mini d'un salarié avec un BTS (coef 255) est de 1 493 euros, il se situe en 9e position sur les 13 salaires équivalents des entreprises de notre enquête. L'écart avec le plus élevé de ce même coefficient est de 560 euros.

RATIER FIGEAC : DES INQUIETUDES ET DES CONSEQUENCES POUR LES SALARIES

Pour la CGT ce nouveau plan ne va qu'aggraver la situation actuelle, plus on externalise, plus on délocalise et plus de difficultés et retards apparaissent, la restructuration engagée depuis plusieurs années s'est déjà traduite par la suppression de 200 emplois, on néglige les savoir-faire et l'outil industriel à la seule fin d'une rentabilité à court terme. Le résultat net est passé de 3,8M€ en 2002 à 9,4M€ en 2005. En 6 ans 49,5M€ de dividendes ont été versés aux actionnaires.

La direction de RATIER FIGEAC indiquait dernièrement dans La Dépêche "Nous devons prendre des dispositions pour faire face aux conséquences tant pour Ratier que pour nos fournisseurs... Nous avons déjà accompagné AIRBUS dans son plan d'économie Route 06... nous avons déjà fait beaucoup de concessions" prévient t'elle.

Pétition

Dans l'immédiat pour se faire entendre, la CGT met à disposition de toutes et de tous une pétition à signer individuellement ou collectivement et qui s'adresse à la direction d'Airbus, au patronat, au Préfet de région, aux élus locaux.

L'industrie aéronautique a de l'avenir, elle doit être porteuse de projets industriels et de progrès social et non de précarité et de suppressions d'emplois.

- Je demande de réorienter les financements vers la recherche/développement, l'outil industriel, la création d'emplois, le remplacement des départs massifs à la retraite, l'amélioration des salaires et des conditions de travail, la formation, des droits nouveaux pour les salarié(e)s et leurs organisations syndicales.
- J'exige qu'avant toutes décisions d'Airbus, un débat national et régional s'engage sur le devenir de cette industrie et sur l'emploi.

NOM Prénom Signature

A retourner au **Syndicat CGT AIRBUS** ou à :

UD HAUTE-GARONNE

Bourse du travail - 19, place Saint-Sernin
BP 7094
31070 TOULOUSE Cédex7

UD ARIEGE

BP107 - 17, place Albert Tournier
09103 PAMIEERS Cédex

UD LOT

Bourse du travail - BP193
34, place C. Rousseau
46000 CAHORS

UD TARN

Bourse du travail
9, place Fernand Pelloutier
81000 ALBI

UD AVEYRON

50, rue Raynal - BP 826
12008 RODEZ Cédex

UD GERS

BP 138
32003 AUCH cédex

UD Hautes-Pyrénées

Bourse du travail
Place des Droits de l'homme
65000 TARBES

UD TARN-ET-GARONNE

18, rue Michelet
82000 MONTAUBAN

Adresse des syndicats CGT d'Airbus et des sous-traitants contre le plan de suppressions d'emplois dans l'aéronautique

A écouter les médias et nos dirigeants, AIRBUS serait en crise, nécessitant un plan extrêmement sévère de réduction des coûts et des emplois. Il faudrait 10 ou 15 ans pour redresser l'avionneur, au prix d'une casse sociale énorme. Qu'en est-il exactement ?

AIRBUS est une société qui a 5 années de carnet de commande. Jamais, dans l'histoire de l'aéronautique toulousaine, autant d'avions auront été produits : 430 avions pour la seule année 2006, soit 3 fois plus qu'il y a 10 ans ! Le chiffre d'affaire est en hausse constante, les bénéfices enregistrés donnent le vertige : plus d'1 milliard d'euros pour les seuls 6 premiers mois de l'année 2006. Enfin, le marché de l'aéronautique est florissant, avec une hausse du trafic passager de 5% l'an, 8% pour le fret aérien.

L'A380 rencontre des problèmes d'industrialisation, entraînant 2 ans de retard de livraison. Ces 2 années correspondent justement à la volonté des principaux actionnaires de produire cet avion en 5 ans au lieu de 7. En effet, ceux-ci exigent une rentabilité à court terme incompatible avec les perspectives industrielles à long terme. C'est la cause fondamentale des déboires actuels d'Airbus.

En conséquence, ils ont décidé que les salariés, qu'ils soient allemands ou français, d'Airbus ou d'entreprises sous-traitantes, devront payer. Et l'addition risque d'être salée : 2 milliards d'euros d'économies à réaliser par an, soit les 2/3 de la masse salariale des 55 000 salariés d'Airbus en Europe. Ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui risquent d'être supprimés ou délocalisés dans les pays à faible coût de main d'œuvre comme cela commence à être le cas. Airbus est une société qui fait des profits, étouffe ses sous-traitants et licencie comme EADS l'a fait avec la SOGERMA à Mérignac.

Alors que le produit de notre travail est collectif, on nous a divisés, répartis dans des sociétés de différentes tailles, soumis à une concurrence entre nous de plus en plus féroce, quand nous ne sommes pas menacés par les délocalisations. Quel que soit notre statut de salarié, Airbus ou sous-traitant, et quel que soit notre métier, nos intérêts sont communs, ainsi qu'à l'ensemble de la population de la région midi-pyrénées.

Nous sommes plus de 60 000 dans la région à travailler pour Airbus, et nous pouvons nous faire entendre. Il n'y a aucune raison que les salariés, quels qu'ils soient, payent la gabegie d'actionnaires intéressés par la rentabilité immédiate de leur placement. Il est nécessaire de s'organiser, de défendre collectivement nos emplois. Toute la région est concernée.

La CGT s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires contre le plan de suppressions d'emplois qui se met en place, et s'engage à se rendre disponible pour toutes initiatives unitaires.

Les syndicats

AIRBUS-FRANCE
ALCATEL SPACE
ASSYSTEM ASTRUM
ATOS
ATR
CAPGEMINI
CEAT
CNES
C-S
EUROGICIEL
FORCLUM
GFI
IBM
LABINAL LATECIS LATECOERE
LIEBHERR MICROTURBO
ONERA
RATIER FIGEAC
REALIX
SDV
SIEMENS
SOGETI HTC STERIA
STTS
THALES IS
UNILOG

Bulletin de contact ou de syndicalisation

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél. : e-mail :

je souhaite prendre contact

je souhaite me syndiquer

à remettre au Syndicat de l'entreprise
ou à l'Union Départementale CGT (cités au verso)

